

<b>ORDRE DU JOUR</b>
----------------------

**I - Tirage au sort des jurés d'assises**

**II - Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 08 juin 2020**

**III – COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME**

**033/2020 - Affectation du résultat 2019 sur le BP 2020 – Budget ville et annexes**

**034/2020 - Adoption du Budget Primitif 2020 – Ville et annexes**

**035/2020 - Synthèse du budget primitif 2020**

**036/2020 - Fixation des taux d'imposition 2020**

**037/2020 - Subvention au complexe touristique de Clarens**

**038/2020 - Convention relative à l'expérimentation du compte financier unique**

**IV - COMMISSION TRAVAUX ET URBANISME**

**039/2020 - Transfert du pouvoir concédant de la concession de gaz au TE 47**

**040/2020 - Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI) – Secteur de Belloc**

**041/2020 - Extension de réseaux - Rue d'Auba**

**042/2020 - Adressage normalisé**

**V - COMMISSION EDUCATION, ENFANCE, JEUNESSE**

**043/2020 - Représentant Conseil d'Ecole**

**VI - AFFAIRES GENERALES**

**044/2020 - Rapport du service public délégué du casino**

**045/2020 - Election des membres de la commission d'appel d'offres**

**VII – QUESTIONS DIVERSES**

**PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 29 JUIN 2020**

Le vingt-neuf juin deux mille vingt, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 22 juin 2020, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, Mme MOLINIE PONTTHOREAU, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, Mme SAUX, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme ESQUERRA, M. PICHON, Mme MOURILLON LEGLISE, M. GARDAIX, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. PAGA a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. LANZUTTI a donné pouvoir à M. MARQUET.

Secrétaire de séance : M. MARQUET.

Madame le Maire ouvre la séance en demandant le vote à huis clos, la publicité des débats étant assurée par la retransmission de la séance en direct sur internet. Le huit clos de la séance est adopté à l'unanimité.

Monsieur Marquet est désigné comme secrétaire de séance.

Madame le Maire procède ensuite à l'appel.

**I- Tirage au sort des jurés d'assises.**

Madame le Maire organise le tirage au sort des jurés d'assises. Les personnes suivantes sont désignées :

- Mme OLIVIER ép QUARANTA Christiane
- Mme BOUCHET ép PERISSINOTTO Françoise
- Mme DANNE ép DA COSTA FREITAS Valérie
- M. ESPANA Jean
- M. LE BERVET Gérard
- M. MARCHAT Patrick
- M. LAJUS Gaël
- M. PASCUAL Michel
- Mme MARTINEZ ép PRENDIN Françoise
- M. PARAGE Jean Claude
- M. DUBOURG Bernard
- M. GENESTE William

## **II- Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 08 juin 2020.**

Madame le Maire soumet le procès-verbal du Conseil municipal du 8 juin 2020 à l'approbation de l'assemblée. Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

## **III- COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME**

Monsieur Marquet présente de façon détaillée l'affectation des résultats 2019 sur les BP 2020, les budgets primitifs 2020, la synthèse du budget primitif 2020, la fixation des taux d'imposition 2020 et la subvention au complexe touristique de Clarens.

Monsieur Pichon demande si l'on peut confirmer que les taux indexés sur l'Euribor, l'Eonia, le Pibor ... sont des taux variables.

Madame le Maire confirme que ce sont des taux variables. Ce sont tous des emprunts structurés avec deux phases : un premier temps avec un emprunt bonifié et un deuxième temps avec un emprunt qui reste fixe tant que le risque encouru n'a pas eu lieu.

Il y a pour monsieur Pichon un emprunt indexé sur l'Eonia de 3,142 millions euros qui l'inquiète, car normalement en fin d'année, il devrait disparaître et être repris par l'index Euribor. Il se déclare sceptique sur ce point. En deuxième point, il se demande pourquoi on n'essaie pas de clôturer l'emprunt de 32 777 euros indexé sur le Pibor.

Madame le Maire répond que cela ne présenterait aucun intérêt puisque sur cet emprunt, la commune ne rembourse plus que du capital. En cas de remboursement anticipé, la commune devrait payer en outre des pénalités.

Monsieur Lajus demande si le budget principal est appelé dans les prochaines années à équilibrer le budget de la base de loisirs.

Monsieur Marquet explique que ce ne sera pas le cas et que dans le cas présent, il s'agit d'amortir les travaux de la deuxième plage ouverte au lac.

Monsieur Lajus réplique qu'il est écrit qu'il est impossible d'équilibrer sans une augmentation excessive des tarifs, d'où sa question.

Monsieur Marquet fait observer qu'il n'y aurait pas de soucis sans les travaux de la deuxième plage. Pour la première année, la deuxième plage n'a pas été très fréquentée car elle était nouvelle. Par ailleurs la décision a été prise de solder les travaux une fois pour toutes.

Pour monsieur Gardaix, les 200 000 euros reflètent néanmoins le déficit global. Les recettes du lac sont venues couvrir en plus et financer les travaux de cette plage.

Monsieur Marquet acquiesce.

Monsieur Gardaix en déduit que la plage a coûté plus que 200 000 euros.

Monsieur Marquet acquiesce.

Monsieur Gardaix en conclut que tous les bénéfices du lac en 2019 ont été investis dans cette plage et qu'il manque encore 200 000 euros.

Monsieur Marquet réfute cette affirmation.

(échanges)

Monsieur Marquet explique que l'an dernier une somme pour les investissements de la plage a été inscrite et ce ne sont pas les recettes du lac qui sont venues les financer.

Monsieur Gardaix déclare que l'on a débordé de 200 000 euros.

Monsieur Marquet rétorque qu'il y a eu plus de travaux que prévu. Il ajoute qu'il n'y a pas que les travaux de la deuxième plage dans l'enveloppe des 200 000 euros, qu'il y a aussi les frais de fonctionnement de la deuxième plage, qui ont été plus élevés que prévu également.

Madame le Maire rappelle qu'il s'agit de prévisions et que seul le compte administratif constatera la dépense réelle. Il s'agit d'une anticipation de ce que pourrait être la perte. Il ne faut pas faire de confusion.

Les documents financiers sont ensuite soumis au vote.

Objet : 033/2020 – Affectation du résultat 2019 sur le BP 2020 – Budget ville et annexes.

-BUDGET VILLE :

L'excédent de fonctionnement et le déficit d'investissement à affecter au BP 2020, comme suit :

A) Excédent de fonctionnement au 31/12/2019	2 281 707,27 €
Compte 1068 « excédents de fonctionnement » en recettes d'investissement	- 781 267,41 €
Compte recettes de fonctionnement 002 Résultat reporté	+ 1 500 439,86 €
B) Déficit d'investissement au 31/12/2019	- 212 919,41 €
Compte dépenses d'investissement 001 solde d'exécution négatif reporté	- 212 919,41 €

**-BUDGET CAMPING MUNICIPAL :**

L'excédent d'exploitation et d'investissement à affecter au BP 2020, comme suit :

A) Excédent de fonctionnement au 31/12/2019 Compte 1068 « excédents de fonctionnement » en recettes d'investissement	+ 26 760.66 €
Compte recettes de fonctionnement 002 Résultat reporté	+ 26 276.66 €
B) Excédent d'investissement au 31/12/2019	+14 402.27 €
Compte recettes d'investissement 001 solde d'exécution positif reporté	14 402.27 €

**-BUDGET COMPLEXE TOURISTIQUE :**

Le déficit d'exploitation à affecter au BP 2020, comme suit :

A) Déficit d'exploitation au 31/12/2019	- 8 896.28 €
Compte dépenses d'exploitation 002 Résultat reporté	- 8 896.28 €
B) Déficit d'investissement au 31/12/2019	- 119 135.19 €
Compte dépenses d'investissement 001 solde d'exécution positif reporté	- 119 135.19 €

Madame le Maire propose d'adopter l'affectation des résultats 2019 sur les budgets primitifs 2020 de la ville et des budgets annexes

Les affectations de résultat sont adoptées à la majorité avec quatre votes contre (madame Mourillon Léglise, monsieur Gardaix, monsieur Pichon et monsieur Lajus).

**Objet : 034/2020 – Adoption du Budget Primitif 2020 – Ville et annexes.**

Madame le Maire propose après présentation des budgets primitifs 2020, d'adopter les budgets suivants :

1- Budget Principal 2020

L'équilibre budgétaire du BP 2020 se présente ainsi :

	<i>DEPENSES</i>	<i>RECETTES</i>
<i>FONCTIONNEMENT</i>	7 492 952.00	7 492 952.00
<i>INVESTISSEMENT</i>	2 067 777.00	2 067 777.00
<i>TOTAL</i>	9 560 729.00	9 560 729.00

2- Budget annexe du camping de la piscine

L'équilibre budgétaire du BP 2020 se présente ainsi :

	<i>DEPENSES</i>	<i>RECETTES</i>
<i>EXPLOITATION</i>	66 100.00	66 100.00
<i>INVESTISSEMENT</i>	21 987.00	21 987.00
<i>TOTAL</i>	88 087.00	88 087.00

3- Budget annexe du complexe touristique

L'équilibre budgétaire du BP 2020 se présente ainsi :

	<i>DEPENSES</i>	<i>RECETTES</i>
<i>EXPLOITATION</i>	386 711.00	386 711.00
<i>INVESTISSEMENT</i>	193 487.00	193 487.00
<i>TOTAL</i>	580 198.00	580 198.00

Les budgets primitifs 2020 (principal et annexes) sont adoptés à la majorité avec quatre votes contre (madame Mourillon Légliise, monsieur Gardaix, monsieur Pichon et monsieur Lajus).

Objet : 035/2020 – Synthèse du budget primitif 2020.

L'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2015-992 du 7 août 2015, prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La commune dispose de trois budgets :

- le budget général, qui retrace la plupart des activités communales (administration, services techniques, politique de l'enfance, culture, équipements sportifs, espaces publics, etc.),
- le budget du camping de la piscine,
- le budget de la base de loisirs de Clarens.

Les chiffres clés du budget 2020 sont les suivants :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Budget général	7 492 952	2 067 777	9 560 729
Camping de la piscine	66 100	21 987	88 087
Base de loisirs de Clarens	386 711	193 487	580 198

Le tableau suivant retrace les principales recettes et dépenses de fonctionnement du budget général :

Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement
Frais de personnel et assim. 3 536 520	Recettes fiscales 4 564 984
Fournitures, frais de gestion, etc 1 404 010	Excédent de l'année n-1 (report à nouv.) 1 500 439
Subventions et contributions à verser 618 580	Dotations et participations 996 639
Intérêts de la dette à échéance 200 100	Produits des services, etc. 240 300

En chiffres par chapitres de dépenses, le budget 2020 est le suivant :

Dépenses :

Section de fonctionnement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2020
Charges à caractère général	1 404 010
Charges de personnel et frais assimilés	3 536 520
Atténuations de produits	40 000
Autres charges de gestion courante	918 810
Charges financières	200 100
Charges exceptionnelles	201 326
Dotations provisions semi-budgétaires	-
Dépenses imprévues	27 339,75
Virement section d'investissement	910 990
Opérations d'ordre transfert entre sections	235 520
Opérations d'ordre intérieur de la sect. Fonct.	-
Reste à réaliser	18 336,25
TOTAL	7 492 952



Section d'investissement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2020
Dotations, fonds divers et réserves	-
Subventions d'équipement versées	55 000
Immobilisations incorporelles	45 000
Immobilisations corporelles en cours	150 000
Immobilisations corporelles	468 420
Emprunts et dettes assimilées	565 000
Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé	212 919
Opération d'ordre transfert entre sections	3 090
Restes à réaliser	568 348
<b>TOTAL</b>	<b>2 067 777</b>

Les recettes du budget général par chapitre :  
Fonctionnement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2020
Atténuations de charges	80 000
Produit des services, domaine et ventes	240 300
Impôts et taxes	4 564 984
Dotations, subventions et participations	996 639
Autres produits de gestion courante	102 500
Produits exceptionnels	5 000
Résultat reporté	1 500 439
Opération d'ordre de transfert entre sections	3 090
<b>TOTAL</b>	<b>7 492 952</b>

Investissement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2020
Dotations, fonds divers et réserves	140 000
Subventions d'investissement reçues	235 520
Virement de la section de fonctionnement	910 990
Affectation au compte 1068	781 267
TOTAL	2 067 777

Les grandes orientations du budget général pour 2020 :

Le budget 2020 affichera une nouvelle fois la volonté de maîtriser ses dépenses, en fonctionnement comme en investissement. La crise sanitaire a eu des répercussions en matière de recettes (produits des services publics, prélèvements sur le produit brut des jeux, etc.) et il est difficile de déterminer quel en sera le bilan complet. Le casino a dû suspendre son activité durant 2,5 mois. Toutefois, depuis sa réouverture le 2 juin 2020, les chiffres de fréquentation constatés sont très importants. Si la tendance se confirme, on peut imaginer un rattrapage partiel du manque à gagner. Par ailleurs, les collectivités sièges d'un casino sont dans l'attente d'éventuelles mesures gouvernementales de compensation financière. Par mesure de prudence, une enveloppe de recettes sur le produit brut des jeux minorée à 400 000 euros a été inscrite. En outre, par précaution, certains projets initialement prévus en 2020 seront reportés, comme les travaux d'aménagement du centre-bourg. Pour autant, les services publics seront préservés et adaptés aux contraintes liées à la crise sanitaire, lorsque c'est possible. Aucun recours à l'emprunt n'est prévu. Il n'y aura également aucune augmentation des impôts communaux, pour la douzième année consécutive (ils ont baissé en 2014).

Les principaux investissements inscrits aux budgets pour 2020 :

- Poursuite des études d'aménagements urbains
- Travaux de mise en accessibilité des bâtiments municipaux
- Travaux de réfection de toiture
- Travaux dans les écoles
- Implantation de poteaux pour la défense incendie
- Programme de remplacement des panneaux de signalisation routière
- Renouvellement de véhicules au sein des services techniques
- Mise en œuvre avec la CAF d'une convention territoriale globale (CTG)

Les chiffres clés de la dette :

Au 31 décembre 2019, le capital restant dû de la dette du budget principal s'élève à 5 989 511 euros (6 258 146 euros en consolidé avec les budgets annexes). Il s'agit d'un montant plus élevé que celui d'une commune classique, mais relativement contenu pour une commune touristique.

En 2020, l'annuité de la dette s'élèvera à 768 054 euros, dont 562 204 euros en capital et 205 850 euros en intérêts. Au mois de décembre 2020, le capital restant dû s'élèvera à 5 427 308 euros.

Les chiffres clés de la fiscalité :

Les taux des impôts communaux n'augmenteront pas en 2020 :

- Taxe foncier bâti : 22,37 %
- Taxe foncier non bâti : 59,14 %

En 2020, l'Etat met en application la suppression totale de la taxe d'habitation pour 80% des ménages environ. Pour les collectivités locales, le produit de la taxe sera compensé.

Objet : 036/2020 – Fixation des taux d'imposition 2020.

VU la loi n° 80.10 du 10 janvier 1980 modifiée, aménageant la fiscalité directe locale,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales donnant compétence au Conseil Municipal pour régler les affaires de la commune,

VU les articles 1411, 1636 B sexies, 1636 B septies et 1640 C I à V du Code Général des Impôts,

VU le Budget Primitif de l'exercice 2020,

VU le produit global attendu des trois taxes directes locales pour l'année 2020,

Madame le Maire propose de ne pas augmenter les taux de la fiscalité et fixer ainsi les taux de fiscalité directe locale 2020 comme suit :

	<i>Taux 2019</i>	<i>Taux 2020</i>
Taxe d'habitation	16,52 %	16,52 %
Taxe Foncière (bâti)	22,37 %	22,37 %
Taxe foncière (non bâti)	59,14 %	59,14 %

Le produit attendu au titre de 2020 sera de 1 293 159.00 € décomposé comme suit :

	<i>Bases 2020</i>	<i>Taux</i>	<i>Produit attendu 2020</i>
Taxe Foncière (bâti)	5 601 000.00	22,37%	1252 944.00
Taxe foncière (non bâti)	68 000	59,14%	40 215.00
<i>TOTAL</i>			<i>1 293 159.00</i>
Taxe d'habitation	5 436 000.00	16,52%	898 027.00

Le produit attendu est inscrit au Budget Primitif 2020 :

- Fonction 01 « opérations non ventilables »
- Nature 73111 « impôts locaux - contributions directes ».

Les taux d'imposition sont adoptés à la majorité avec une abstention (monsieur Lajus).

**Objet : 037/2020 – Subvention au complexe touristique de Clarens.**

Le site de Clarens constitue avec l'établissement thermal et le golf un des équipements structurants de la politique touristique de la ville.

Toutefois, considérant les investissements nécessaires à l'ouverture de la seconde plage, et l'augmentation du fonctionnement induit, le budget annexe du complexe touristique de Clarens ne peut être équilibré sans une augmentation très élevée des tarifs. Cette augmentation compromettrait l'attractivité ainsi que l'avenir du site.

Aussi, Madame le Maire propose de voter une subvention de 200 326.00 € du budget général au budget annexe de Clarens afin d'équilibrer le budget 2020, les dépenses ne pouvant être financées sans une augmentation excessive des tarifs aux usagers.

La recette sera inscrite au compte 774 subvention exceptionnelle pour la somme de 200 326.00 € au budget Complexe touristique de Clarens.

La dépense sera inscrite au compte 67441 « subventions de fonctionnement exceptionnelles aux budgets annexes et aux régies dotées de la seule autonomie financière » pour la somme de 200 326.00 € au budget principal.

Madame le Maire propose d'adopter cette délibération.

La subvention au budget du complexe touristique est adoptée à la majorité avec quatre votes contre (madame Mourillon Léglise, monsieur Gardaix, monsieur Pichon et monsieur Lajus).

Objet : 038/2020 – Convention relative à l'expérimentation du compte financier unique.

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

Depuis la loi de finances 2019, un compte financier unique peut être mis en œuvre, à titre expérimental, par des collectivités territoriales ou des groupements volontaires, pour une durée maximale de trois exercices budgétaires à compter de l'exercice 2020. Ce compte financier unique se substitue, durant la période de l'expérimentation, au compte administratif et de gestion.

Le compte financier unique poursuit plusieurs objectifs :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- améliorer la qualité des comptes,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives

L'expérimentation concerne le budget général, comme les budgets annexes.

Le dispositif s'appuie sur le nouveau référentiel budgétaire et comptable M57, à l'exception des budgets à caractère industriel et commercial qui demeurent assujettis au référentiel M4.

Les collectivités ou groupements candidats à l'expérimentation et leurs comptables assignataires seront invités à faire part de leurs observations sur ce nouveau format de compte.

Madame le Maire propose d'être candidat à l'expérimentation et à signer, avec l'Etat, la convention afférente.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code des juridictions financières,  
Vu l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'expérimenter le compte financier unique,
- d'autoriser madame le Maire à signer avec l'Etat la convention jointe en annexe.

La délibération est adoptée à la majorité avec une abstention (monsieur Lajus) et trois votes contre (madame Mourillon Léglise, monsieur Gardaix, et monsieur Pichon).

#### **IV- COMMISSION, TRAVAUX ET URBANISME**

**Objet : 039/2020 – Transfert du pouvoir concédant de la concession de gaz au TE47.**

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

Madame le Maire rappelle que la commune est adhérente au Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47, ex-Sdee 47), syndicat d'énergie regroupant l'ensemble des communes de Lot-et-Garonne et qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Les compétences du TE 47 ont été étendues en 2007, notamment en matière de distribution publique de gaz, qui est une compétence optionnelle.

Il vous est proposé de transférer la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz au TE 47 pour les raisons suivantes :

- cette compétence éminemment technique nécessite une expertise pour son exercice, et requiert ainsi des moyens humains, techniques, et financiers qui ne peuvent être assurés qu'au sein d'une structure de coopération dédiée à l'énergie ;
- les enjeux de sécurité et de qualité du gaz distribué qui incombent au gestionnaire du réseau de distribution, nécessitent l'efficacité d'un contrôle de l'autorité concédante sur le concessionnaire en charge des missions précitées.

L'efficacité d'un tel contrôle requiert des moyens humains et techniques dont la commune ne peut se doter individuellement. La coopération intercommunale en ce domaine permet ainsi une mutualisation des moyens. Le transfert de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique du gaz n'obèrera pas le dialogue entre la commune et le concessionnaire, bien au contraire, afin de concilier l'objectif légitime d'aménagement du territoire aux contraintes techniques et financières inhérentes au développement des réseaux gaziers ;

- à l'échelle départementale, le TE 47 mène des actions volontaires de développement de la production et de l'injection de gaz vert dans les réseaux publics de gaz, en partenariat avec les collectivités et le milieu agricole ;
- l'échelle départementale, le TE 47 mène des actions volontaires de développement de la mobilité au gaz naturel pour véhicules (GNV) et de biogaz naturel pour véhicules (BIOGNV), en partenariat avec les collectivités et les professionnels ;
- l'article L.2224-34 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la réalisation d'actions tendant à maîtriser la demande de gaz.

Le TE 47 regroupe à ce jour au sein d'un seul contrat de concession les communes historiquement desservies par l'opérateur GRDF sur la base de contrats d'exploitation des réseaux de distribution publique du gaz issus du monopole. Il est de fait en mesure d'exercer le coûteux mais néanmoins primordial contrôle du concessionnaire. De même, le Syndicat peut assurer l'analyse des dossiers d'extension du réseau en veillant à la pertinence des considérations financières conditionnant, selon le concessionnaire, le développement de ces réseaux.

Le transfert de la compétence gaz au TE 47 n'occasionne pas de contribution dédiée de la commune.

La commune ne percevra toutefois plus la redevance R1 versée par GRDF pour assurer le contrôle de la concession, qui sera désormais perçue par le TE 47. En contrepartie, la commune n'aura plus à s'acquitter de l'obligation légale du contrôle du bon accomplissement des missions de service public assurées par le concessionnaire, imposé par l'article L.2224-31 du CGCT, cette obligation sera supportée par le TE 47.

La commune continuera à percevoir la redevance d'occupation du domaine public (RODP) ainsi que la redevance d'occupation du domaine public provisoire par les ouvrages de distribution de gaz. Elle autorise le TE 47 à mener auprès du concessionnaire l'ensemble des actions permettant d'assurer la perception du bon montant de RODP par la commune.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment :

- l'article L.2224-31 précisant la nature des compétences des collectivités territoriales en tant qu'autorités concédantes de la distribution publique de gaz,

- l'article L.5211-17 précisant que le transfert de la compétence d'autorité concédante de la collectivité au syndicat entraîne la substitution du syndicat dans tous les droits et obligations reconnus par le traité de concession communal,

Vu la nécessité de mettre en place des contrôles efficaces de la distribution publique de gaz,

Vu la compétence optionnelle d'autorité concédante de la distribution de gaz du TE 47,

Considérant l'intérêt que présente pour la commune ce transfert de compétence au TE 47,

Le Conseil municipal décide de transférer la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique du gaz, et à ce titre le pouvoir concédant, au Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47), dans les conditions précisées ci-dessus, à compter du 01 août 2020.

Monsieur Pichon demande s'il y aura une incidence sur les tarifs du gaz.

Monsieur Doucet répond par la négative.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

**Objet : 040/2020 – Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) – Secteur Belloc.**

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

La politique départementale pour les conditions de Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI) rappelle et précise dans son règlement que le Maire doit s'assurer de l'existence, de la suffisance et de la disponibilité des ressources en eau de la lutte contre l'incendie, au regard des risques à défendre.

Le service de DECI est un service public. Le budget principal de la commune doit donc supporter la création, l'entretien, le renouvellement des points d'eau proprement dits (notamment les poteaux et autres bouches d'incendie).



L'absence de moyens de lutte dans l'environnement immédiat d'une future construction (en règle générale 400 voire 200 mètres selon certains cas) conduit les communes à refuser les autorisations d'urbanisme.

Aujourd'hui, plusieurs projets ont été réalisés et d'autres sont à venir sur le secteur de « Belloc », quartier partiellement couvert par la DECI.

Aussi, pour pallier ce manquement, l'étude réalisée par le Syndicat Eau 47 fait apparaître que des travaux d'extension du réseau d'eau potable sont nécessaires pour renforcer la sécurité de la zone industrielle de Belloc et de ses environs (voir plan joint).

Cette extension, qui permettra d'accueillir deux poteaux incendie, devra être exécutée sur un linéaire d'environ 300 mètres pour un coût estimé de 8 000 euros HT. Conformément aux règles de financement du Syndicat Eau 47, une participation de 50 % du montant ces travaux est demandée à la commune (délibération du 28/09/2017), les 50 % restants étant à la charge de ce dernier.

Considérant l'intérêt que présente cette opération pour la commune en matière de DECI,

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal décide :

- d'approuver les travaux d'extension du réseau d'eau pour la desserte de la zone industrielle et du secteur de Belloc,
- de valider la prise en charge de la participation dont le montant estimatif est de 4 000 euros HT,
- d'autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

**Objet : 041/2020 – Extension de réseaux – Rue d'Auba**

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

L'implantation prochaine de maisons individuelles, rue d'Auba, nécessite la réalisation de travaux d'extension sur le domaine public conformément au plan ci-joint du réseau d'adduction d'eau potable, d'assainissement et d'électricité dont les coûts H.T. s'élèvent respectivement à 4 000.00 €, 27000.00 € et 4 045.80 €.

Conformément aux règles de financement du Syndicat Eau 47, une participation de 50 % du montant des travaux d'eau et d'assainissement, à savoir 15 500.00 €, est demandée à la commune (délibération du 28/09/2017), les 50 % restants étant à la charge de ce dernier.

Vu le Code de l'urbanisme,

Considérant que les futures constructions, rue d'Auba, sont subordonnées aux travaux d'extension des réseaux d'adduction d'eau potable, d'assainissement et d'électricité,

Considérant que ces travaux sont à la charge de la commune du fait du classement de ces terrains à bâtir en zone U du plan local d'urbanisme,

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal décide :

- d'engager les travaux d'extension des réseaux dont le coût total estimé s'élève à 19 545.80 €,
- d'autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 042/2020 – Adressage normalisé.

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

Il appartient au Conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues et aux places publiques. La dénomination des voies communales, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le maire peut prescrire en application de l'article L.2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il convient, pour faciliter le repérage, l'accès des services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS et pour le déploiement de la fibre optique, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation.

Par délibérations en date des 20 septembre 2018 et 26 septembre 2019, de nouvelles voies ont été créées, des voiries existantes numérotées ou renumérotées. Il convient aujourd'hui d'y apporter des ajouts ou des modifications.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2213-28,

Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire,

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal décide :

– la création de voies libellées et des numéros suivants :

- 340 - 365 - 367 - 369 – Chemin de la Grande Verrerie
- 400 – Allée de Compay
- 1 - 2 (appartement n° 1 à 24) - 3 - 4 (appartement n° 1 à 24) - 5 - 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 - 16 - 17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 22 - 23 - 24 - 26 - 28 - 30 - 32 - 34 - 36 - 38 - 40 - 42 - 44 - 46 - 48 - 50 - 52 – Rue du Pré Charmant
- 1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 - 16 - 17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 22 - 23 - 24 - 25 - 26 - 27 - 28 - 29 - 30 - 31 - 32 - 33 - 34 - 35 - 36 - 37 - 38 - 39 - 40 - 41 - 42 - 43 - 44 – Résidence du Parc Jeanne d'Albret
- Chemin des Chênes

– la numérotation, la renumérotation ou le complément de voies existantes :

- 12 – Rue du Tren
- 860 – Route du Mas d'Agenais
- 7 - 7 A – Rue Jean Vican
- 560 – Allée du Domaine de Laroque
- 3 B – Rue Pierre Dufiet
- 53 – Avenue Carcin
- 6 – Place Jean Jaurès
- 1 - 1 B - 3 - 15 (logement n° 1 à 2) - 15 A (logement n° 6 à 9) - 15 B (logement n° 1 à 4) - 15 C - 21 A - 21 B - 23 - 23 A - 25 - 27 - 29 - 31 - 33 - 35 - 37 - 20 (Bât. A1 - Appt n° 25 à 30 – Bât. A2 - Appt n° 31 à 36 – Bât. A3 - Appt n° 37 à 42 – Bât. A4 - Appt n° 43 à 48 – Bât. A5 - Appt n° 49 à 54 – Bât. A6 - Appt n° 55 à 60 – Bât. A7 - Appt n° 61 à 66 – Bât. B1 - Appt n° 91 à 98 – Bât. B2 - Appt n° 99 à 104 – Bât. B3 - Appt n° 105 à 110 – Bât. B4 - Appt n° 111 à 116 – Bât. B5 - Appt n° 117 à 124 – Bât. C1 - Appt n° 67 à 72 – Bât. C2 - Appt n° 73 à 78 – Bât. C3 - Appt n° 79 à 84 – Bât. C4 - Appt n° 85 à 90 – Bât. F1 - Appt n° 1 à 6 – Bât. F2 - Appt n° 7 à 12 – Bât. F3 - Appt n° 13 à 18 – Bât. F4 - Appt n° 19 à 24 – Résidence Taridon) - 26 - 30 – Avenue de Marmande
- 420 – Chemin du Prince
- 2 B - 9 – Chemin du Thuron
- 1 A – Avenue de Lirac

- 1 – Rue de la Bartère
- 4 A - 4 B - 4 C - 4 D – Rue des Pinsons
- 26 B – Rue de Belloc
- 10 – Rue Eugène Dupin
- 1 - 2 - 3 - 4 (appartement n° 1 à 3) – Place José Bès
- 1 bis (logement n° 1 et 2) - 1 Ter - 1 Ter (logements n° 1 et 2) - 11 T - 15 A (appartement n° 1 à 3) - 15 B - 17 A - 17 B - 17 C - 17 D - 19 - 19 A (appartement n° 1 et 2) - 19 B (appartement n° 1 à 4) - 19 C (appartement n° 1 et 2) - 43 bis - 45 bis (appartement n° 1 à 3) - 4 A (appartement n° 1 à 3) - 30 (4 ateliers) - 32 - 34 - 36 - 38 – Boulevard Victor Hugo
- 1 - 1 A - 2 (appartement n° 1 à 3) - 2 A (appartement n° 1 et 2) - 3 - 10 A - 11 bis - 12 A - 14 A - 19 A - 19 ter - 21 A (appartement n° 1 et 2) – Place Gambetta
- 222 - 224 - 226 – Route de Nérac
- 460 – Chemin du Bas Peyrama
- 67 – Grand Rue
- 1 - 2 B - 10 B - 10 C – Rue des Mutilés du Travail
- 7 B – Rue Saint Joseph
- 2 A – Rue de Veyries
- 6 A - 15 B – Rue Posterne
- 1 A – Rue du Souvenir Français
- 1212 – Route de Beauziac
- 13 A – Rue Sainte Marie
- 1252 – Route de Cocumont
- 4 – Rue de la Lisse

– la modification des libellés de voies et des numéros suivants :

- 1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 8 bis - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 - 16 - 17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 22 - 23 - 24 - 25 - 26 - 27 - 28 - 29 - 30 - 31 - 32 - 33 - 34 - 35 - 35 bis - 36 - 37 - 38 - 39 – Résidence du Haut Castel (anciennement Rue Rés. du Haut Castel)
- 1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 7 A - 8 - 9 - 9 A - 9 B - 10 - 10 A - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 - 16 - 17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 22 - 23 - 24 - 25 – Résidence des Cadets de Gascogne (anciennement Rue Rés. des Cadets de Gascogne)
- 11 - 13 - 15 – Lotissement Les Volutes 1 (anciennement Impasse Les Volutes 1)

- 17 - 19 - 21 - 23 - 25 - 27 - 27 A – Lotissement Les Volutes 2 (anciennement Impasse Les Volutes 2)

– la suppression de numéros de voies existantes :

- 18 – Rue Jean Duthil
- 7 A - 26 - 30 - 36 - 38 - 40 - 42 – 42 bis – Avenue d’Albret

– la modification de la géométrie de la voie :

- Rue Saint Vincent de Paul
- Résidence du Haut Castel
- Chemin du Thuron
- Place Gambetta
- Avenue de Marmande
- Route de Marmande
- Avenue d’Albret
- Route de Nérac

Monsieur Doucet explique que cinq rues ont été créées, rue de la Grande verrerie, allée de Compay, rue du Pré charmant, résidence du parc Jeanne d’Albret et chemin des Chênes.

Monsieur Gardaix demande quand un plan actualisé sera-t-il disponible.

Madame le Maire et monsieur Doucet répondent qu’il faut attendre la fin de l’adressage normalisé.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l’unanimité.

## **V- COMMISSION EDUCATION, ENFANCE, JEUNESSE**

**Objet : 043/2020 – Représentant Conseil d’Ecole.**

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Le conseil d’école est l’organe qui prend les grandes décisions dans la vie de l’école, notamment le vote du règlement intérieur de l’école et l’organisation de la semaine scolaire.

Dans chaque école, le conseil d'école est composé des membres suivants :

- 1° Le directeur de l'école, président ;
- 2° Deux élus :
  - a) Le maire ou son représentant ;
  - b) Un conseiller municipal désigné par le conseil municipal ou, lorsque les dépenses de fonctionnement de l'école ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, le président de cet établissement ou son représentant ;
- 3° Les maîtres de l'école et les maîtres remplaçants exerçant dans l'école au moment des réunions du conseil ;
- 4° Un des maîtres du réseau d'aides spécialisées intervenant dans l'école choisi par le conseil des maîtres de l'école ;
- 5° Les représentants des parents d'élèves en nombre égal à celui des classes de l'école, élus selon les modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'éducation ;
- 6° Le délégué départemental de l'éducation nationale chargé de visiter l'école.

L'inspecteur de l'Education nationale de la circonscription assiste de droit aux réunions.

Le conseil d'école se réunit au moins une fois par trimestre, et obligatoirement dans les quinze jours suivant la proclamation des résultats des élections, sur un ordre du jour adressé au moins huit jours avant la date des réunions aux membres du conseil. En outre, il peut également être réuni à la demande du directeur de l'école, du maire ou de la moitié de ses membres.

Madame le Maire propose de désigner un Conseiller municipal pour y siéger.  
Madame le Maire propose la candidature de madame Da Costa Freitas.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le décret n°2013-983 du 4 avril 2013,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de désigner madame Da Costa Freitas pour représenter la commune avec madame le Maire au sein du conseil de l'école élémentaire Jean-François Samazeuilh et au sein de l'école maternelle Jean de La Fontaine.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

## **VI- AFFAIRES GENERALES**

**Objet : 044/2020 – Rapport du service public délégué du Casino.**

L'article L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales dispose que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public ».

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Dans ce cadre, Madame le Maire propose d'examiner le rapport sur la délégation de service public du casino.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L.1411-3 du CGCT,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal prend acte du rapport annuel du délégataire du casino de Casteljaloux.

Madame le Maire demande si le rapport concernant la délégation de service public du casino soulève des questions.

Monsieur Pichon souhaite attirer l'attention sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, évoqué page 14 à l'article 7. Ce point lui semble important car beaucoup d'argent liquide est utilisé le week-end.

Madame le Maire demande ce que cela sous-entend.

Monsieur Pichon répond qu'il faut être vigilant.

Madame le Maire rétorque que cette vigilance est assurée en priorité par la directrice de l'établissement.

**Objet : 045/2020 – Election des membres de la commission d'appel d'offres.**

Madame le Maire rappelle que les membres de la commission d'appel d'offres ont été désignés par délibération du 8 juin 2020.

Madame le Maire explique que deux suppléants élus, monsieur Lanzutti et monsieur Dubouilh ont manifesté le souhait de ne pas faire partie de la commission, en raison de leur qualité d'artisans locaux. Madame le Maire propose en remplacement madame Da Costa Freitas et monsieur Arzenton.

Madame le Maire propose d'élire la commission et les suppléants suivants :

Titulaires (inchangé) :

- M. Marquet
- M. Doucet
- Mme Tauzin
- M. Lafargue
- M. Pichon

Suppléants :

- M. Ducasse
- Mme Da Costa Freitas
- M. Arzenton
- M. Remaut
- Mme Mourillon Légglise

Madame le Mairie propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2121-22,  
Vu l'article 22 du code des marchés publics,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de retirer la délibération du 25 mai 2020 concernant la constitution de la commission d'appel d'offres,
- d'élire, après recueil des candidatures et dépouillement, les membres suivants :

Titulaires :

- M. Marquet
- M. Doucet
- Mme Tauzin
- M. Lafargue
- M. Pichon

Suppléants :

- M. Ducasse
- Mme Da Costa Freitas
- M. Arzenton
- M. Remaut
- Mme Mourillon Légglise

La proposition est adoptée à l'unanimité.



### QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Pichon demande pour quelle raison la piscine a été remplie puis vidée.

Madame le Maire explique que la piscine a été vidée une première fois pour être nettoyée puis elle a été à nouveau remplie. Actuellement, elle a dû être vidée en raison de problèmes techniques en cours d'identification.

Monsieur Gardaix demande s'il ne faudrait pas préserver le caractère naturel du lac, au regard des dernières constructions réalisées par le syndicat Eau 47.

Madame le Maire le remercie pour ses conseils et précise que l'architecte en charge du projet d'Eau 47 s'est vu imposer un cahier des charges strict. Il a l'obligation de reconstituer une couverture paysagère autour des bâtiments. Elle ajoute que le transfert de la régie du syndicat à cet endroit s'accompagnera de la création de la future maison de l'Eau, laquelle prend tout son sens à proximité d'un lac.

Monsieur Gardaix regrette également la coupe des chênes et des vieux pins qui a accompagné la réalisation des panneaux photovoltaïques.

Madame le Maire objecte que la haie créée en bordure remplit son office de couverture végétale.

Monsieur Doucet fait observer que les pins coupés par Eau 47 l'ont été à la demande de la société qui exploite les panneaux photovoltaïques car ces derniers faisaient de l'ombre en raison de leur importante hauteur. Il ajoute que ces pins étaient arrivés à maturité et auraient été coupés de toutes façons. La replantation de chênes a eu lieu en substitution, ces derniers n'atteignant pas la même hauteur que des pins.

Pour monsieur Gardaix, la haie qui borde la route de Mont de Marsan ressemble à une « haie d'autoroute ».

Monsieur Doucet rappelle qu'il s'agit d'un terrain privé.

Monsieur Gardaix avance que la mairie a donné son accord.

Monsieur Doucet rappelle que si la mairie n'avait pas autorisé le projet privé, elle n'aurait pas pu réaliser les panneaux photovoltaïques sur l'ancienne décharge de la Sansuère, ce qui a permis de retraiter cette ancienne décharge.

En l'absence d'autres questions, madame le Maire lève la séance à 20h55.

Le Secrétaire de séance,



Madame le Maire,



Commune de Casteljaloux  
Procès-verbal de séance du 29 juin 2020

2020/118

Mme CASTILLO	Mme GIRARD	M. MARQUET	Mme MONTIGNY CAPES	M. DOUCET
Mme ARPELLINI	M. LAFARGUE	Mme DA COSTA FREITAS	M. ARZENTON	Mme MOLINIE PONTTHOREAU
M. GARBAY	Mme DE BRITO	M. REMAUT	Mme COSTA	M. DUBOUILH
Mme OUCHENE	Mme SAUX	Mme TAUZIN	M. DURRIEU	Mme ESQUERRA
M. PICHON	Mme MOURILLON LEGLISE	M. GARDAIX	M. LAJUS	